



Direction des Collectivités et de la légalité  
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme  
et de l'Environnement

Perpignan le 20 octobre 2025

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL d'ENREGISTREMENT n° 2025-293-0005**

encadrant la poursuite de l'exploitation de la cave viticole du domaine Lafage  
au Mas Miraflors situé route de Canet sur le territoire de la commune de Perpignan

-----

Le préfet des Pyrénées-Orientales,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

**Vu** le décret du 16 juillet 2025 portant nomination du Préfet des Pyrénées-orientales, M. Pierre REGNAULT de la MOTHE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025-237-0001 du 25 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

**Vu** le décret n° 2023-943 du 11/10/23 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier la rubrique n°2251. Préparation, conditionnement de vins ;

**Vu** le récépissé de la préfecture n°652/13 du 8/10/2013 suite à la déclaration de la SARL LAFAGE pour l'exploitation d'une cave viticole d'une capacité de 12.000 hl/an et d'un bassin de traitement des effluents par évaporation ;

**Vu** la déclaration de changement d'exploitant du 21/03/2016 pour le compte de la Maison Lafage ;

**Vu** l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021176-0001 du 25 juin 2021 portant autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivant du CE, concernant le prélèvement par forage sur la commune de Perpignan ;

**Vu** l'arrêté du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**Vu** la demande d'enregistrement déposée par télé-procédure le 10/04/2025 par la société à responsabilité limitée (SARL) LAFAGE/FAMILLE LAFAGE, ayant pour objet la poursuite de l'exploitation de la cave viticole du Mas Miraflores, sur le territoire de la commune de Perpignan ;

**Vu** le plan d'épandage réalisé par la chambre d'agriculture de l'Aude en juin 2025 ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2025 139-0005 du 19/05/2025, fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** l'absence d'observation du public lors de la consultation organisée du 12/06/2025 au 10/07/2025 inclus ;

**Vu** le rapport du 29/08/2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis favorable du CODERST en date du 16 octobre 2025 ;

**Considérant** que la demande d'enregistrement déposée par télé-procédure le 10/04/2025 par la SARL LAFAGE/FAMILLE LAFAGE, ayant pour objet la poursuite sous le régime de l'enregistrement de l'exploitation de la cave viticole du Mas Miraflores, sur le territoire de la commune de Perpignan ;

**Considérant** que le conseil municipal de la commune de Perpignan n'a pas exprimé ni communiqué d'avis au préfet ;

**Considérant** que le conseil municipal des communes de Canet-en-Roussillon et Villelongue-de-la-Salanque, ont émis un avis favorable par délibérations du 3/07/2025 ;

**Considérant** l'absence d'observation portée aux registres en mairie ou transmise par courriel, lors de la consultation du public ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**Considérant** qu'en particulier, l'exploitation se situe en dehors des zones sensibles ;

**Considérant** l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans la zone ;

**Considérant** par ailleurs, qu'il s'agit d'un changement de régime de la déclaration à l'enregistrement, qui nécessite l'aménagement de certaines dispositions de l'arrêté ministériel applicable, ainsi qu'un plan de mise en conformité dans le temps ;

**Considérant** qu'en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**Considérant** que l'exploitant d'une installation classées doit respecter les prescriptions qui lui sont applicables et doit pouvoir le justifier à l'inspection des installations classées ;

**Considérant** les corrections sur le projet d'arrêté préfectoral, demandées par courriel de l'exploitant du 05/09/2025 lors de la procédure contradictoire et que celles-ci ont été prises en compte par l'inspection ;

**Après** communication au demandeur du projet d'arrêté d'enregistrement réglementant la poursuite de son activité ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

## **ARRÊTE :**

### **TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations de la société à responsabilité limitée (SARL) LAFAGE/FAMILLE LAFAGE, dont le siège social et l'exploitation sont situés au Mas Mirafiors, route de Canet (66000) PERPIGNAN, faisant l'objet de la demande susvisée du 10/04/2025, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur les parcelles cadastrées détaillées au tableau de l'article 1.2.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du CE).

#### **CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

##### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE**

###### **ICPE**

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2251-1	Préparation, conditionnement de vins, à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3642.  La capacité de production étant :	1. Supérieure à 20 000 hL/an capacité de production  <b>30 000 hL/an</b>	Enregistrement  (E)

###### **IOTA**

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
1.3.1.0	Ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement	Forage Mirafiors F1 Multicouche Pliocène du Roussillon  <b>1 m<sup>3</sup>/h et 500 m<sup>3</sup>/an</b>	Autorisation  (A)

	des seuils : 1. Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h (A)	Forage Miraflores F2 Nappe d'accompagnement de la Têt <b>14 m³/h et 25 000 m³/an</b>	
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Établissement couvrant une surface d'environ 2,4 ha (sans interception de bassin versant amont notable) avec rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel	Déclaration (D)

### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

Commune	Code postal	Lieu-dit	Section	N°	Surface cadastrale	Emprise
Perpignan	66000	Mas Miraflores	DY	204	3466 m²	1022 m²
				247	18596 m²	14918 m²
				250	4164 m²	1359 m²
				264	4319 m²	4315 m²
				310	663 m²	320 m²
				314	4452 m²	1646 m²
				315	162 m²	103 m²

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER**

### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 10/04/2025. Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, le cas échéant aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

### ARTICLE 1.4.1. ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX ET MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

- Arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2021176-0001 du 25 juin 2021 portant autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivant du Code de l'Environnement, en application de l'ordonnance du 2017-80 du 26 janvier 2017, concernant la régularisation du prélèvement de six forages, sur les communes de Canet-en-Roussillon et de Perpignan.

#### **ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS**

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du Code de l'environnement), les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 26/11/12 :

- ➔ 11 : Attestation de tenue au feu R15 de l'ensemble de la structure ;
- ➔ 11 et 17 : Justificatifs de classement au feu des matériaux ;
- ➔ 28 : Prélèvement en Zone de Répartition des Eaux pour l'activité.

sont aménagées suivant les dispositions du chapitre 2.1 au Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

#### **ARTICLE 1.4.3. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du chapitre 2.2 au Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

---

## **TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

---

### **CHAPITRE 2.1. AMÉNAGEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 2.1.1. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 11 « DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES » DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26/11/12**

Les dispositions de l'article 11.1 « Bâtiments et locaux abritant l'installation relevant de la rubrique 2251 » de l'arrêté ministériel du 26/11/12, sont aménagées et les prescriptions sont complétées par le paragraphe suivant :

*A l'énumération 1 concernant la résistance au feu R15 des structures des bâtiments et locaux relevant de la rubrique 2251, est ajouté la phrase suivante :*

*Cette disposition est non-applicable aux bâtiments existant à la date de notification du présent arrêté.*

Les dispositions de l'article 11.2. « Locaux à risque incendie » de l'arrêté ministériel du 26/11/12, sont aménagées et les prescriptions sont complétées par le paragraphe suivant :

*A l'énumération 1 concernant la résistance au feu R15 des locaux à risque incendie, est ajouté la phrase suivante :*

*Cette disposition est non-applicable aux bâtiments existant à la date de notification du présent arrêté, hormis le local de l'installation de combustion.*

En compensation, l'exploitant met en œuvre :

- *une alerte précoce du personnel par la mise en place d'une détection automatique d'incendie couvrant l'intégralité du bâtiment d'exploitation, reliée à une centrale d'alarme et des diffuseurs sonores et visuels (système conforme au référentiel APSAD R7 et à la norme NF S 61-970) ;*
- *la formation du personnel à l'évacuation et la réalisation d'exercices d'évacuation semestriels documentés afin de démontrer une évacuation rapide du personnel jusqu'au point de rassemblement, en particulier le personnel intervenant dans les locaux techniques ou travaillant à la mise en bouteille.*

#### **ARTICLE 2.1.2. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 4. « DISPOSITIONS GÉNÉRALES » DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26/11/12**

Les dispositions de l'article 4. « Dispositions générales » de l'arrêté ministériel du 26/11/12, sont aménagées et les prescriptions sont complétées par le paragraphe suivant :

*A l'énumération 4 concernant les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque, est ajouté la phrase suivante :*

*Cette disposition est non-applicable aux bâtiments existant à la date de notification du présent arrêté.*

#### **ARTICLE 2.1.3. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 11.2. « LOCAUX À RISQUE INCENDIE » DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26/11/12**

Les dispositions de l'article 11.2. « Locaux à risque incendie » de l'arrêté ministériel du 26/11/12, sont aménagées et les prescriptions sont complétées par le paragraphe suivant :

*Le dernier alinéa de l'article 11.2 concernant les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu, est ajouté la phrase suivante :*

*Cette disposition est non-applicable aux bâtiments existant à la date de notification du présent arrêté.*

#### **ARTICLE 2.1.4. AMÉNAGEMENT DE L'ARTICLE 28. « PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU » DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26/11/12**

Les dispositions du premier alinéa de l'article 28. « Prélèvements et consommation d'eau » de l'arrêté ministériel du 26/11/12, sont supprimées et remplacées par le paragraphe suivant :

*Le prélèvement d'eau est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2021176-0001 du 25 juin 2021 portant autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivant du Code de l'Environnement, en application de l'ordonnance du 2017-80 du 26 janvier 2017, concernant la régularisation du prélèvement de six forages, sur les communes de Canet-en-Roussillon et de Perpignan.*

### **CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 2.2.1. MISE EN CONFORMITÉ DES DISPOSITIONS DE L'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 26/11/12**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/11/12 applicables aux installations existantes à la date de notification du présent arrêté, sont mises en conformité de la manière suivante :

Articles de l'arrêté ministériel du 26/11/12	Délais de mise en conformité
<p><u>11.1. Bâtiments et locaux abritant l'installation relevant de la rubrique 2251.</u></p> <p>4. Toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.</p>	<p><b>Au tard le 2<sup>d</sup> semestre 2028</b></p> <p>(chai, Local Mise en Bouteille et zone de stockage tampon)</p>
<p><u>11.2. Locaux à risque incendie</u></p> <p>1. Ensemble de la structure a minima R 15.</p>	<p><b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2026</b></p> <p>(chaufferie gaz)</p> <p><b>Au tard le 2<sup>d</sup> semestre 2028</b></p> <p>(futur local de stockage TB/BV)</p>
<p><u>11.2. Locaux à risque incendie</u></p> <p>4. Ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres maintenue libre en permanence et clairement identifiée ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI120.</p>	<p><b>Au tard le 2<sup>d</sup> semestre 2028</b></p> <p>(Stockage BV et vins TB &amp; Stockage Caveau)</p> <p><b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2026</b></p> <p>(Chaufferie Gaz)</p>
<p><u>11.2. Locaux à risque incendie</u></p> <p>5. Toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.</p>	<p><b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2026</b></p> <p>(chaufferie gaz)</p> <p><b>Au tard le 2<sup>d</sup> semestre 2028</b></p> <p>(futur local de stockage TB/BV)</p>
<p><u>11.2. Locaux à risque incendie</u></p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p>	<p><b>Au tard le 2<sup>d</sup> semestre 2028</b></p> <p>(Stockage BV et vins TB &amp; Stockage Caveau)</p>
<p><u>13.</u></p> <p>Cet article s'applique aux locaux à risque incendie tels que définis à l'article 11.2.</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.</p> <p>[...]</p>	<p><b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2026</b></p> <p>(chaufferie gaz)</p> <p><b>Au tard le 2<sup>d</sup> semestre 2028</b></p> <p>(futur local de stockage TB/BV)</p>
<p><u>15.</u></p> <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens</p>	<p><b>4 tranches (du 1er Semestre 2025 à fin 2028)</b></p> <p>(Programme de réfection des réseaux et revêtements de sols)</p>

périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	
<p><u>22.VI. Isolement du réseau de collecte.</u></p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.</p>	<b>Au tard au 2<sup>nd</sup> semestre 2027</b>
<p><u>29.</u></p> <p>Tout ouvrage de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>	<b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2027</b> (Forage Mas MIRAFLORES F1)
<p><u>31.</u></p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p>	<b>4 tranches</b> <b>(du 1er Semestre 2025</b> <b>à fin 2028)</b>
<p><u>34.</u></p> <p>En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p><i>I. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération significative de leur qualité d'origine du fait des activités menées par l'installation industrielle sont évacuées conformément à la réglementation en vigueur.</i></p> <p><i>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</i></p> <p><i>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</i></p> <p><i>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>	<p><b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2027</b> (collecte)</p> <p><b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2027</b> (traitement)</p>



<p><u>42.I. Installations de traitement.</u></p> <p>Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p>	<p><b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2027</b> (traitement)</p> <p><b>Au tard le 2<sup>d</sup> semestre 2025</b> (biofiltration)</p>
<p><u>60.</u></p> <p>Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective (hors épandage) et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures ou à des prélèvements instantanés en cas de traitement par stockage aéré.</p>	<p><b>Au tard le 1<sup>er</sup> semestre 2027</b></p>

A l'issue de chaque échéance, l'exploitant transmet au service d'inspection des installations classées, un dossier justifiant la mise en œuvre de la mise en conformité.

#### **ARTICLE 2.2.2. ÉPANDAGE**

L'épandage des effluents est autorisé sous réserve du respect des dispositions de l'article 43 de l'arrêté du 26 novembre 2012 et de son annexe III concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage.

L'épandage a pour objectif la réutilisation des eaux usées de la cave, traitées par biofiltration et diluées pour irriguer les parcelles en vignes du domaine par goutte-à-goutte.

La quantité d'eaux usées traitées pour le plan d'épandage est basée sur 10 000 m<sup>3</sup>/an. L'eau claire ajoutée avant l'irrigation n'est pas comprise dans ce volume.

Tous ces effluents sont collectés vers une station de dégrillage, puis refoulées automatiquement vers un bassin de stockage des effluents à traiter d'un volume de 1300 m<sup>3</sup>. Après traitement par biofiltration, les effluents traités sont collectés avant épandage dans un bassin de stockage de 2 000 m<sup>3</sup> minimum.

L'épandage des effluents est autorisé sur les parcelles du domaine suivantes :

Commune	Lieu-dit (nom usuel)	N° îlot	Parcelles cadastrales (*parcelles de référence)	Surface de l'îlot	Surface épandable
Perpignan	Caveau	1	DY 245	3,11 ha	3,11 ha
	Les ânes	2	DX 278 – DX 92 – DX 276 – DX 273*	4,65 ha	4,65 ha
	Grande	3	DX 271 – DX 269 – DX 271 – DX 95* - DY 302* - DY 85 – DY 86 – DY 87	14,10 ha	13,56 ha
	Juan	4	DZ 25 – DZ 26 – DZ 27 – DZ 28 – DZ 31 – DZ 32 – DZ 33 – DY 122 – DY 138	2,27 ha	1,75 ha
	Juan	5	DY 125 – DY 126 – DY 130 – DY 131	1,50 ha	1,50 ha
	total			25,63 ha	24,57 ha

Une analyse des effluents vinicoles en sortie de traitement est réalisée une fois l'installation de traitement par biofiltration mise en œuvre, pour connaître l'abattement connu en N, P, K. Le cas échéant, le raisonnement agronomique du plan d'épandage est mis à jour au regard des résultats d'analyse des effluents vinicoles en sortie de traitement .

L'épandage est interdit pendant la période de mi-décembre à mi-janvier.

Durant la période autorisée, l'épandage ne dépasse pas 60 mm/ha/mois (période de déficit hydrique).

Les doses maximales moyennes sont de 410 m<sup>3</sup>/ha/an, soit 41 mm/an ; 37 m<sup>3</sup>/ha/mois, soit 3,7 mm/mois.

Le cahier d'épandage prévu au point f) de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans.

Toute modification du plan d'épandage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

### ARTICLE 2.2.3. CONFORMITÉ DE L'INSTALLATION

L'exploitant doit pouvoir justifier à l'inspection des installations classées le respect des prescriptions qui lui sont applicables. Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des différentes dispositions fixées par les arrêtés ministériels listés ci-dessus et du présent arrêté, est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces audits de vérification doivent être corrigés sans délai.

En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Le premier audit de vérification doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant dans un délai de un an à compter de la signature du présent arrêté. Le résultat de cet audit sera transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réception. En cas d'écart à la réglementation observé, il est accompagné d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation.

---

## **TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **ARTICLE 3.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.2. PUBLICITÉ**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Perpignan et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Perpignan pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de Monsieur le Maire et transmis à Monsieur le Préfet.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimum de quatre mois.

### **ARTICLE 3.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

soit par courrier, soit par l'application informatique télé-recours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été rejetés.

### **ARTICLE 3.4. EXÉCUTION – AMPLIATION**

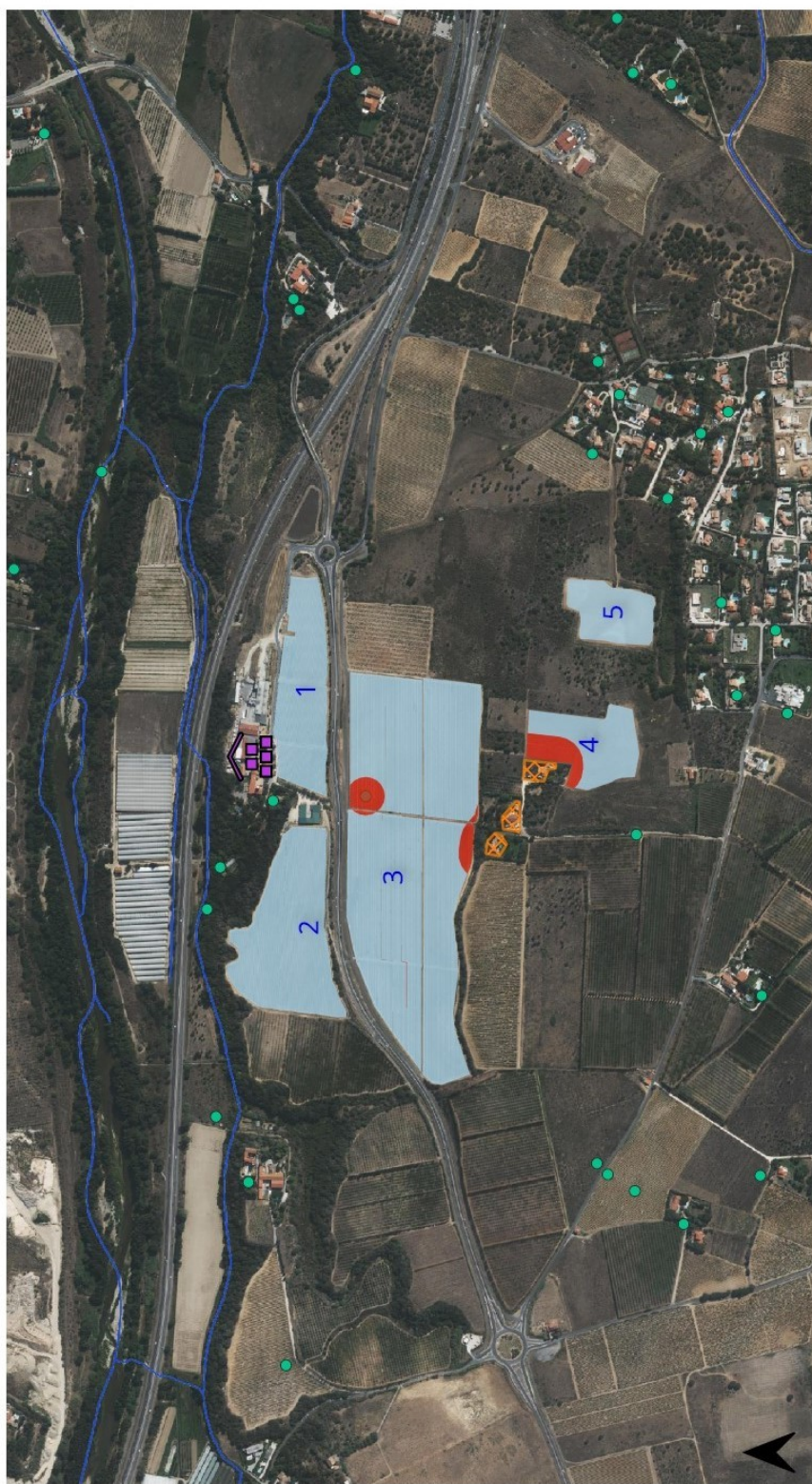
Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Perpignan, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la SARL LAFAGE/FAMILLE LAFAGE.

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général



Bruno BERTHET

# Localisation des parcelles épançables et des zones d'exclusion - Domaine Lafage - Mas Miraflor (Perpignan)



Fond : orthophotoplan / Echelle : 1/10 000  
 Réalisation : Chamit

-  Cave Domaine Lafage
-  Zone d'exclusion (habitations + points d'eau)
-  Parcelles épançables
-  Points d'eau (source : BRGM)
-  Zones d'habitation

Pour le Préfet et par délégation,  
 le Secrétaire général

Bruno BERTHET

Vu pour être annexé à  
 mon arrêté de ce jour  
 Perpignan, le